

Rio Tinto à Madagascar

détruit

**Une mine à la rescousse la biodiversité unique
de la zone littorale de Fort-Dauphin**



Par WRM et Re:Common

Credits

Écrit par Jutta Kill et Giulia Franchi

Photo: Jutta Kill et Giulia Franchi

Collaboration: Collectif TANY - <http://terresmalgaches.info/>

L'appui financier a été fourni par Misereor (Allemagne) et par la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC). Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement le point de vue des organisations d'appui ou des bailleurs de fonds.

Mai 2016

Introduction

“Nous sommes déterminés à être le leader du secteur minier dans le domaine de la biodiversité pour jouir de l’avantage concurrentiel et de l’effet favorable sur notre réputation qu’une telle position nous apportera. Notre performance en matière de conservation et de gestion de la biodiversité constituera un atout pour notre entreprise.”¹

Des brochures de luxe, publiées par l’Union International pour la Conservation de la Nature (UICN)², BirdLife International, le World Business Council on Sustainable Development, le Business and Biodiversity Offset Programme et d’autres encore, présentent la compensation de la biodiversité comme une bonne opportunité pour l’industrie minière et considèrent comme exemplaire le projet de compensation de Rio Tinto QMM en Madagascar. Ces brochures donnent des transnationales minières l’image d’entreprises qui s’intéressent à la conservation de la biodiversité.

La Norme de performance 6 de la Société financière internationale (SFI), Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes, explique sans doute, du moins en partie, cet intérêt du

secteur pour la compensation³. La Société financière internationale (SFI) est l’agence du Groupe Banque mondiale qui finance le secteur privé. Sachant que l’investissement de capital s’insère dans une “économie des apparences”, la Banque mondiale reconnaît le potentiel de la compensation de la biodiversité pour attirer des investissements miniers à un moment où les nouvelles mines suscitent des conflits accrus et que le public est de plus en plus informé du rôle que joue cette industrie dans la perte de biodiversité, l’extinction d’espèces, le changement climatique, la pollution et les perturbations sociales.

Au Liberia, par exemple, la Banque mondiale encourage les concessions minières comme un moyen de relancer l’économie du pays après la guerre civile qui a duré depuis le début des années 1990 jusqu’à 2003. En mars 2015, la Banque a présenté son rapport ‘Un plan national de compensation de la biodiversité: carte routière pour le secteur minier du Liberia’, qui associe l’exploitation minière au financement de la gestion des aires protégées. Le rapport “analyse la faisabilité d’un plan national de compensation de la biodiversité au Liberia,

destiné à minimiser les effets négatifs des mines sur la biodiversité et les services des écosystèmes.”⁴ Ce que le rapport ne mentionne pas, c’est que les concessions minières se trouvent dans la région la plus riche en biodiversité du pays, où elles vont détruire non seulement les forêts mais aussi les moyens d’existence des communautés qui dépendent de ces forêts et de la biodiversité qu’elles contiennent. En revanche, le rapport décrit la compensation de la biodiversité comme *“une opportunité pour le secteur privé de contribuer à l’entretien d’un réseau d’aires protégées qui n’est pas doté de fonds suffisants”*.

La Norme de performance 6 de l’SFI dit que, pour obtenir un prêt, l’entreprise doit présenter un plan de compensation de la biodiversité si le projet risque de détruire ce que la SFI appelle ‘habitat critique’⁵. Donc: sans plan de compensation de biodiversité, pas d’argent de l’SFI pour élargir ou lancer de nouvelles opérations minières ou l’infrastructure nécessaire. L’SFI étant une référence dans le secteur bancaire, d’autres banques commencent maintenant à demander la même chose. De plus en plus, la présentation de plans de compensation de biodiversité devient une condition quand on cherche des investisseurs pour exploiter une mine dans un ‘habitat critique’, ou dans un

territoire que la population locale utilise de façon coutumière, ou qui a été déclaré zone protégée, ou tout cela ensemble.

Le cas de la mine d’ilménite de Rio Tinto à Fort-Dauphin (Tôlagnaro), dans la région d’Anosy du sud-est de Madagascar, en est un exemple. Madagascar est une des îles les plus riches du monde en diversité biologique et culturelle. Dans les années 1990, Rio Tinto a été impliquée dans tant de controverses qu’elle a eu des problèmes pour obtenir de nouveaux investissements et permis d’exploitation minière.⁶ À présent, Rio Tinto promet que ses opérations à certains endroits choisis, dont la mine d’ilménite de Fort-Dauphin, auront un *“impact positif net”* sur la biodiversité.

Deux raisons principales ont été évoquées dans les textes pour que Rio Tinto choisisse la mine d’ilménite de Fort-Dauphin comme site pilote: premièrement, les gisements d’ilménite *“se trouvent sous une forêt littorale de grande valeur pour la biodiversité, de sorte que [la compensation de la biodiversité] représente un moyen de prévenir les risques écologiques. En outre, des campagnes contre ce projet minier ont été lancées dans les années 1990 (Les Amis de la Terre, le Mouvement pour le développement mondial et le Zoo de Londres), et elles ont fini par obliger l’entreprise à créer en 1996 une*

équipe pour la conservation et l'environnement.”⁷

Même une publication de l'UICN et de Rio Tinto reconnaît que de nombreuses espèces endémiques existent dans le site de la mine; beaucoup d'entre elles ne se trouvent que dans ce type de forêt littorale de Madagascar. Le rapport dit: *“Les forêts littorales comprises dans le site de la concession minière abritent de nombreuses espèces à aire de répartition restreinte et des espèces classées comme menacées sur la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, dont 42 plantes et au moins 14 espèces d'invertébrés qui ne se trouvent nulle part ailleurs au monde.”⁸* En dépit du fait que la mine va détruire près de 1 650 hectares de cette forêt littorale unique, Rio Tinto a demandé un permis d'exploitation, et un dossier de presse constitué en 2009 par l'entreprise s'intitule *‘Une mine à la rescousse de la biodiversité unique de la zone littorale de Fort-Dauphin’.⁹*

Dans ce contexte, l'importance pour Rio Tinto de son association avec l'UICN, et avec d'autres organisations écologistes comme BirdLife International, devient évidente. La stratégie de Rio Tinto QMM pour la conservation de la biodiversité compte leur aval. Ces partenariats, et la participation active des organisations écologistes aux initiatives pour la conservation de la

biodiversité, sont souvent mentionnés dans les publications de Rio Tinto. Des études, souvent préparées par des membres du Comité consultatif en matière de biodiversité de Rio Tinto QMM, parmi lesquels figurent des universitaires et des membres d'ONG écologistes comme BirdLife international, viennent compléter les publications de l'entreprise et font le marketing de son association avec des groupes de défenseurs de l'environnement. Des rapports sur la biologie, l'écologie et les priorités pour la conservation des forêts de la concession minière ont été publiés. Plusieurs études décrivent aussi les caractéristiques écologiques et les espèces présentes dans les forêts prévues en tant que sites de compensation de la biodiversité, en particulier dans le Complexe forestier de Tsitongambarika. Tsitongambarika est la plus large étendue de forêt de plaine humide qui reste dans le sud-est de Madagascar, et Rio Tinto affirme avoir joué un rôle crucial dans sa protection (elle vient d'être déclarée aire protégée). Un rapport de la Série technique UICN et Rio Tinto publié en 2011 dit que la forêt de Tsitongambarika est *“une source importante de subsistance pour la population locale.”¹⁰* Un des trois sites de compensation de la biodiversité, celui de Bemangidy-Ivohibe,¹¹ se trouve dans la partie nord-est de

la forêt de Tsitongambarika, dans la région d'Anosy.

En septembre 2015, des membres de Re:Common et du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) ont visité des villages du district d'Iabakoho de la région d'Anosy, situés à proximité du site de compensation de la biodiversité de Bemangidy, le long de la partie nord-est de la forêt de Tsitongambarika.¹²

“Ce qu'en pensent les villageois” est rapporté ci-dessous. Ces commentaires donnent un aperçu des expériences des habitants affectés par le site de compensation

de la biodiversité de Bemangidy-Ivohibe.

L'article examine aussi la contribution des ONG écologistes et des collections d'espèces comme celles des jardins botaniques de Kew et du Missouri à la légitimation de la destruction d'une forêt littorale unique par une société minière qui veut extraire pendant 40 ans la matière première nécessaire à la fabrication de peinture blanche industrielle. L'article se termine par une description des méthodes de calcul appliquées par le projet de compensation de la biodiversité, suivie d'une réflexion sur les enseignements tirés de l'enquête sur le terrain.

Ce qu'en pensent les villageois: *“C'est injuste”*

*“Nous comprenons qu'il est important de protéger les forêts. Mais ils auraient dû mettre en œuvre des projets qui nous permettent de cultiver des aliments, avant de nous empêcher d'utiliser la forêt. Autrement, nous nous retrouvons sans nourriture et ça, c'est un problème.”*¹³

Bemangidy-Ivohibe est l'un des trois sites choisis par Rio Tinto QMM pour compenser la perte d'environ 1 650 hectares de forêt littorale unique, que l'entreprise va détruire avec sa mine d'ilménite de Fort-Dauphin. Le site de compensation de Bemangidy est situé

à une cinquantaine de kilomètres – de 3 à 6 heures de voyage – au nord de Fort-Dauphin.

La forêt qui sera détruite pendant les 40 prochaines années d'exploitation minière active représente environ 3,5 pour cent de la forêt littorale qui reste à Madagascar.¹⁴ Les trois sites de compensation de biodiversité sont utilisés par Rio Tinto QMM et ses partenaires pour affirmer que l'exploitation minière aura néanmoins un 'impact positif net' sur la biodiversité. Sur deux de ces sites, Sainte Luce et Mahabo, les forêts sont classées comme étant du même type

écologique de forêt littorale que celle qui est détruite dans la concession de la mine d'ilménite. Dans le jargon de la compensation de biodiversité, on les considère comme des sites 'équivalents' ["like-for-like"], alors que celui de Bemangidy est considéré comme 'de différente nature' ["not-like-for-like"]. Cela veut dire que la forêt de Bemangidy est assez différente, en matière d'espèces et d'habitat, de la forêt littorale unique du site de la mine.

Les moyens d'existence autour du site de compensation de Bemangidy

La vie est dure pour la plupart des villageois de la région littorale du sud-est de Madagascar. Les sols sont sableux le long de la côte, tandis que la pente des montagnes intérieures qui constituent le massif forestier de Tsitongambarika est raide et la couche arable mince. La production d'aliments est donc destinée surtout à la subsistance, et elle représente un dur labeur. Dans les villages que nous avons visités en septembre 2015, l'aliment de base était le manioc.

Avant l'arrivée de Rio Tinto QMM avec son projet de compensation de la biodiversité, les villageois plantaient du manioc à la lisière de la forêt. Une parcelle de 15 m² sur les collines boisées fournissait assez de manioc pour nourrir une famille de cinq personnes pendant environ cinq jours. La méthode de

culture était surtout itinérante, et les familles changeaient de parcelles après quelques années, quand la production de manioc diminuait: elles laissaient la terre en jachère pour lui permettre de se reconstituer. Le terme local pour les champs en jachère est 'hindy'. Avant de les remettre en production, les villageois brûlent la végétation pour en libérer les nutriments. Dans ce système agricole fondé sur la rotation des cultures, aucun engrais chimique n'est utilisé.

Une des restrictions que la compensation de la biodiversité de Bemangidy-Ivohibe impose maintenant à la communauté est que les villageois n'ont plus le droit de planter du manioc en bordure de la forêt ni d'utiliser la forêt comme ils le faisaient avant. Les restrictions ont été présentées sous la forme de ce que les villageois appellent un 'dina'. La formulation traditionnelle d'un 'dina' implique une négociation entre ceux qui utilisent la terre, afin de décider comment peut être exploitée une zone déterminée. Pour cette raison, le degré de respect du 'dina' est souvent supérieur à celui d'un arrêté de l'administration.

Naguère encore, le 'dina' n'était pas un document écrit: il n'avait pas besoin de l'être. Les personnes concernées avaient participé à la négociation et, ayant fait partie du processus, s'engageaient à respecter ce

qu'elles avaient décidé ensemble. Cependant, il y a une dizaine d'années les autorités de l'État et les ONG écologistes ont commencé à appeler 'dina' des documents qui contiennent des normes écrites imposées aux communautés dans le cadre des projets de conservation.

Un article spécialisé concernant le transfert de la gestion des aires protégées à Madagascar signale que les 'dinas' associés à ces transferts de gestion *“reflètent le programme de l'institution (l'ONG et/ou le projet) qui soutient la réalisation du transfert de gestion, plutôt que les priorités de la communauté. Ils n'ont pas la flexibilité des règles traditionnelles et sont incapables de prendre en considération la situation économique particulière de ceux qui les enfreignent. Ils se centrent sur la répression et les sanctions, plutôt que sur les modalités d'extraction des ressources.”*¹⁵

Les gens des villages nous ont raconté qu'un 'dina' leur avait été présenté vers 2003, quand le gouvernement malgache avait transféré la gestion de la partie nord de la forêt de Tsitongambarika (TGK III) aux structures locales et à l'ONG écologiste malgache Asity, partenaire de BirdLife International.^{16, 17} Le 'dina' écrit qui s'applique à la zone de conservation de la biodiversité de Bemangidy divise la forêt en

trois sections différentes quant à leur 'utilisation'. Dans l'une, toute utilisation est interdite (sauf pour des recherches scientifiques). Dans la deuxième, on entreprend des activités de réhabilitation et une exploitation limitée pourra être permise à l'avenir. Dans la troisième, les villageois sont autorisés à utiliser des parcelles préalablement soumises à la culture sur brûlis et des parcelles en jachère ou 'hindy'. Néanmoins, pour utiliser cette zone il faut un permis de la structure locale constituée dans le cadre du transfert de la gestion, dénommée Communauté de Base (COBA). De façon générale, pour obtenir ce permis les villageois doivent en général être membres de la COBA¹⁸ et payer une cotisation.

Ceux que l'on découvre en train de cultiver dans la forêt sans le permis correspondant, ou dans des zones où l'exploitation est interdite, doivent payer une amende qui va de 50 000 à un million d'ariarys (de 15 à 300 euros environ). Pour replacer ces valeurs dans leur contexte, disons que plus de 75 % des Malgaches vivent avec moins de 2 USD par jour, et que le salaire minimum officiel était en 2015 de 125 000 ariarys (35 euros par mois). *“Si vous ne pouvez pas payer l'amende, on vous emmène au Département forestier et puis en prison”*, a expliqué un villageois.

Les villageois ont mentionné aussi un 'dina d'Asity'. Ce 'dina', ont-ils expliqué, interdit de faire du feu sur les flancs des montagnes, même lorsqu'il s'agit de brûler un champ en jachère pour le remettre en culture. Peu après notre visite de septembre 2015, un villageois a brûlé la végétation d'un de ses 'hindys' pour préparer la terre. Lors d'une réunion où l'on discutait des conclusions du présent article, les villageois ont expliqué qu'il est en difficulté et qu'il a besoin de terre pour cultiver du manioc. On lui a ordonné de payer une amende de 100 000 ariarys pour avoir fait du feu dans une zone où cela est interdit par le 'dina' qui régit l'utilisation de la forêt

dans la zone du projet de compensation de la biodiversité.

La sécurité alimentaire en danger

Comme on leur a dit qu'ils ne pouvaient plus planter du manioc sur la montagne, les familles ont commencé à chercher d'autres endroits pour le faire. Les dunes de sable étaient le seul endroit à leur portée. Les champs sont à 3 ou 4 kilomètres des villages en direction de l'océan, et il faut près d'une heure de marche pour y arriver, en traversant des marais et de petites lagunes et en contournant une grande lagune. Les villageois ont expliqué que pendant la saison des pluies



Champs de manioc dans les dunes. Les dunes sont le seul endroit qui reste aux habitants d'Antsotso pour planter du manioc, leur nourriture de base. Quand la terre a été désignée aire protégée et cédée à Rio Tinto QMM comme site de compensation de la biodiversité, la culture traditionnelle des champs proches de la forêt a été interdite.



Le village d'Antsofso, dans le district d'Iabakoho. Il est interdit aux habitants de planter du manioc à la lisière de la forêt, qui a été affectée à la compensation de la biodiversité pour Rio Tinto QMM.

(de novembre à avril) le trajet est dangereux, surtout au retour, quand on ramène de la nourriture aux villages.

D'autre part, la productivité du sol sableux des dunes est beaucoup plus faible que celle de la forêt, et la culture du manioc ne marche pas très bien. Les nouveaux champs de manioc ne produisent pas assez pour nourrir toutes les familles des villages.

Rien que du point de vue de la sécurité alimentaire, la compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM à Bemangidy est en train de s'avérer désastreuse: il est difficile de planter du manioc dans les dunes, loin des villages, dans des sols pauvres qui ne conviennent pas aux variétés de manioc dont disposent les communautés. Les villageois se

retrouvent sans leur nourriture de base pendant la plupart de l'année, et les familles n'ont pas de recettes régulières pour acheter des vivres.

En outre, aucune des activités de génération de revenus qui leur avaient été promises au début du projet n'a été organisée dans des villages comme celui d'Antsofso, et les villageois n'ont toujours pas été indemnisés de la perte d'accès à leurs terres coutumières.

Une mine de Rio Tinto à la rescousse de la biodiversité ?

Pour affirmer que la mine de QMM à Fort-Dauphin a un 'impact positif net' sur la biodiversité, Rio Tinto part de deux

arguments.¹⁹ Le premier est que la forêt du site de la mine aurait été détruite de toute façon, à cause des méthodes agricoles de la population locale. Le deuxième est que l'entreprise va payer pour la remise en état de la forêt dans les trois sites de compensation, où elle a été 'dégradée' aussi par l'utilisation locale, selon Rio Tinto QMM. D'après l'entreprise, grâce à ces mesures de compensation la biodiversité de ces forêts ne continuera pas à diminuer et elle en sera même 'améliorée' (voir plus loin la section sur la comptabilité de la biodiversité). Ainsi, la destruction de plus de 1 650 hectares de forêts uniques se transforme en un 'impact positif net' grâce aux promesses de mesures de conservation sur le site de la mine, et à la compensation de la biodiversité à l'extérieur de la concession minière.

Les brochures de l'entreprise (dont la plupart sont en anglais) expliquent les liens qui existent entre les restrictions d'utilisation locale de la forêt, la plantation d'arbres et la compensation de la biodiversité, mais ces liens n'ont pas été expliqués à toutes les communautés concernées. Au contraire, les villageois ont signalé que l'argument qu'on leur avait donné pour justifier les restrictions était qu' "il est important de protéger la forêt pour les générations futures et par respect pour les ancêtres".

Plantation d'arbres mal payée, travaux de réhabilitation non payés

Les habitants d'Antsotso, l'un des villages les plus atteints par la compensation de la biodiversité de Bemangidy-Ivohibe, ont expliqué que l'organisation partenaire de BirdLife International, Asity, les avait contactés en 2013 pour commencer à planter des arbres en bordure de la forêt. Les villageois se rappelaient qu'on leur avait dit que le projet était très important parce que les communautés avaient besoin d'avantage de forêts pour les générations futures', qu'il y aurait du travail en échange de la perte d'accès à la forêt, et que le projet allait durer longtemps. Or, dans le village d'Antsotso, une vingtaine de personnes seulement avaient été embauchées pour planter des arbres dans les sites de restauration de la forêt, à 3 000 ariarys [1 euro] par jour. Le travail était temporaire, et les gens étaient payés au jour le jour. "C'est bien de planter des arbres, mais cela ne nous donne pas de sécurité à long terme", a remarqué un villageois. Un autre a ajouté: "le manioc qu'il nous faut pour nourrir nos familles nous coûte 6 000 ariarys [2 euros] par jour, donc vous voyez bien que c'est un problème". D'autres ont dit qu'on leur avait promis de mettre en route quelques projets sociaux pour qu'ils puissent faire des cultures alimentaires. "Ils étaient censés commencer à

le faire mais ils n'ont pas encore démarré”, nous a-t-on répondu quand nous avons demandé si ces activités avaient progressé.

Les villageois ont dit aussi que la sélection des personnes qui allaient planter des arbres se compliquait à cause de l'interférence d'Asity: “Ils viennent toujours sans prévenir. Et puis ils demandent au responsable de la pépinière de choisir les gens du village qui viendront planter. Un jour ils viennent et disent ‘aujourd’hui il nous faut dix personnes’. Il amène dix personnes et ils lui disent qu’on est onze (lui compris), alors ils lui demandent s’il va payer pour le onzième. En plus, la fois suivante ils lui demandent d’amener telle ou telle personne à nouveau, parmi ceux qui avaient déjà participé à la plantation, et cela crée un problème dans le village, parce que ce sont toujours les mêmes qui travaillent. Ce qu’il aurait fallu faire, c’est que tous les membres de la COBA y participent, à tour de rôle peut-être, mais ils veulent économiser de l’argent et alors ils créent un nouveau problème.”

Au cours des entretiens, les villageois ont mentionné qu’au départ, quand Rio Tinto est venue, on leur avait parlé de la possibilité de planter des eucalyptus près des villages, pour avoir du bois à brûler et du bois d’œuvre pour construire des maisons. Il y a eu quelques essais de plantation, mais ils ont été

abandonnés et aucune plantation significative – d’eucalyptus ou d’arbres indigènes – n’a eu lieu autour des villages. Les villageois ont dit que, quand ils ont demandé quand allait commencer la plantation près de leur village, on leur a répondu *“il vaut mieux planter des arbres indigènes pour vos ancêtres, plutôt que des eucalyptus le long de la route.”*

Dans le site de restauration que nous avons visité, nous avons constaté avec surprise que le taux de survie des jeunes arbres plantés était très élevé. En en parlant avec les villageois, nous avons appris pourquoi ces arbres étaient si nombreux à survivre: on avait demandé aux gens de les arroser régulièrement, et ils le faisaient. Pourtant, depuis la fin 2013 aucun d’entre eux, même pas le responsable de la pépinière, n’avait été payé pour ce travail d’arrosage.

Le temps et l’effort consacrés sans rémunération montrent que la communauté s’intéresse beaucoup à la restauration de la forêt. Cependant, la manière dont la restauration et la limitation des utilisations traditionnelles de la forêt ont été imposées laisse la communauté dans une situation affreuse, comme l’a expliqué un villageois pendant une réunion:

“Nous souffrons vraiment parce que nous avons dû cesser de cultiver sur la montagne.

Nous avons déplacé nos cultures vers les dunes, mais le sol est si sableux qu'il est difficile d'y faire pousser quoi que ce soit. En plus, ils ont pris notre terre sans même nous indemniser. Ils ont dit qu'ils le feraient, mais ils ne l'ont jamais fait. Ils ont donné à une dizaine de personnes des microcrédits de 60 000 ariarys chacun [18 euros], mais c'est rien pour mettre en œuvre un projet durable. Nous pensons qu'il est vraiment bon de protéger la forêt, mais ils auraient dû penser d'abord à notre survie, ils auraient dû nous apprendre à cultiver ailleurs. Depuis l'arrivée d'Asity, notre vie est devenue bien plus mauvaise qu'avant. Notre niveau de vie baisse sans arrêt. Il est vrai que nous devrions penser à notre avenir. Mais comment penser à l'avenir quand on n'a rien à manger aujourd'hui? Quand nous ne pouvons même pas nous nourrir nous-mêmes? Nous savons qu'il est nécessaire de protéger la forêt parce que c'est tout ce que nous avons. Mais ils nous l'ont enlevée.”²⁰

Aucune indemnisation pour la perte de l'utilisation coutumière des terres

En 2011, l'UICN et Rio Tinto ont publié un rapport intitulé "Explorer l'évaluation des écosystèmes comme un outil d'avancement vers un impact positif net sur la biodiversité dans le secteur minier" qui analyse, entre autres choses, les aspects économiques de

l'utilisation de la forêt.²¹ Dans son chapitre 'Répartition des coûts et des avantages', le rapport dit: *"Si les populations locales ne sont pas indemnisées pour la perte d'accès à la forêt, et si on ne leur fournit pas d'autres sources de revenus et de produits forestiers, les effets de la conservation sur le bien-être humain seront négatifs, la pauvreté s'accroîtra et la protection de la forêt et de sa biodiversité peut se trouver compromise".* Cette recommandation ne semble pas avoir été suivie dans le cas de la forêt protégée qui constitue le site de compensation de la biodiversité de Bemangidy, et les conséquences sont identiques à celles que le rapport de l'UICN et de Rio Tinto énonce avec tant d'éloquence.

La situation à Bemangidy reflète la difficulté à laquelle se heurtent les communautés tributaires des forêts à beaucoup d'endroits du monde: leurs droits coutumiers ne sont pas reconnus. *"Il est vrai que cette terre n'est pas titrée, mais il y a des arbres et on l'a utilisée depuis l'époque de nos ancêtres. Donc, même si la terre appartient à l'État, du moment qu'elle est utilisée par quelqu'un il aurait fallu demander l'autorisation de cette personne, mais on ne l'a pas fait. Nous voulons bien planter des arbres, nous n'avons rien contre et nous pensons que c'est important, mais notre*

principal souci c'est notre subsistance", ont expliqué les villageois.

Lors d'une réunion du village, nous avons entendu dire qu'un villageois avait des droits coutumiers sur la terre où Asity avait commencé la restauration. Il avait cultivé la terre et il avait même planté des arbres quand Asity est venue présenter le plan de compensation de la biodiversité. Puisqu'il utilisait déjà cette terre, il aurait dû recevoir une compensation pour la perte de ses droits d'utilisation traditionnels, ont dit les villageois, et Asity ou Rio Tinto auraient dû venir négocier avec lui, mais ne l'avaient pas fait. *"Il n'a même pas reçu 1 ariary."* Les villageois ont raconté aussi que cet homme rappelait la question aux représentants de l'ONG chaque fois qu'il les rencontrait, mais qu'il n'avait toujours pas reçu d'indemnité et qu'il ne pouvait pas utiliser les arbres qu'il avait plantés à l'endroit devenu depuis le site de compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM.

"On a fait descendre tout le monde de la montagne."

Selon Asity, la forêt avait déjà été déclarée zone protégée par le gouvernement avant le démarrage du projet de compensation de la biodiversité. La question des droits coutumiers aurait dû être réglée quand la

zone protégée a été créée et, d'après Asity, personne n'aurait dû avoir des champs ou des huttes dans la forêt au moment où le projet de compensation a démarré.

Une telle approche est d'autant plus problématique que cette même organisation et Rio Tinto avaient tout fait pour que la forêt soit déclarée zone protégée avant que la partie orientale n'ait été octroyée à Rio Tinto QMM pour son projet de compensation de la biodiversité. Ont-ils plaidé pour une indemnisation juste quand la zone protégée a été décrétée?

Des méthodes déplorables pour faire respecter les restrictions

Pendant les réunions tenues à Fort-Dauphin avec les représentants de Rio Tinto QMM et de l'ONG après notre visite des villages, nous avons entendu parler des méthodes et des tactiques employées *"pour que le projet de compensation soit un succès"*. Ces tactiques ne sont pas inhabituelles dans le secteur de la conservation, mais il est rare qu'on en parle aussi franchement. Pour présenter les activités de compensation de la biodiversité de Bemangidy, les représentants de l'ONG ont fait une série de visites dans les villages de la périphérie du site de compensation de la biodiversité pendant l'étape initiale de la mise en œuvre du projet,

parfois avec des représentants de Rio Tinto QMM, parfois seuls. Pour l'ONG, ces visites faisaient partie d'un lent processus de persuasion. *“Au fond, c'était du lavage de cerveau”*, nous a-t-on dit.²²

Au cours d'une première réunion, le personnel de l'ONG devait parler de l'importance de la forêt, pour présenter ensuite la compensation de la biodiversité, qui était décrite non pas comme une compensation mais comme un projet de conservation qui protégerait la forêt pour les générations futures. Le 'lent processus de persuasion' inclurait aussi une dure critique des méthodes actuelles d'utilisation de la terre. Nous avons appris que les choses ne s'étaient pas bien passées dans toutes les réunions avec les communautés. Une réunion en particulier, à laquelle étaient présents les représentants de Rio Tinto QMM, nous a été décrite comme *“un fiasco”*, en partie parce que les villageois avaient demandé une solution au problème de l'indemnisation pour la perte d'accès à la forêt.

Pour éviter un 'fiasco' semblable aux réunions suivantes, l'ONG a visité les villages sans les représentants de Rio Tinto QMM, et ils se sont arrangés pour commencer par un service religieux. La réunion qui a suivi a eu lieu aussi à l'église, *“pour éviter des perturbations.”*²³ Ils avaient pensé que les

gens resteraient calmes à l'église, et qu'il serait plus facile d'éviter que la réunion devienne un nouveau 'fiasco', grâce à *“l'influence de la culture œcuménique.”* Cela a permis aussi de dire que Dieu et les ancêtres étaient ceux qui avaient demandé la protection de la forêt *“pour les générations futures et pour respecter les ancêtres”*.

En exploitant la forte culture de réciprocité des coutumes traditionnelles – l'importance du partage, et le sentiment que celui qui n'apprend pas à donner ne recevra rien – l'ONG a pu se débarrasser plus facilement des réclamations d'indemnisation.

Asity est d'avis que ce ne sont pas les ONG qui doivent formuler les propositions de sources de revenus alternatives, parce que l'ensemble du processus consiste à partager plutôt qu'à donner. Cette approche semble louable à première vue, mais les circonstances peuvent constituer un obstacle à la mise en œuvre d'une initiative de ce genre.

Asity demande que les propositions des communautés soient *“économiquement viables.”* À cette fin, elle a organisé des séances de formation dans les villages, sur la manière de mettre au point une proposition de projet de génération de revenus, d'en évaluer la faisabilité économique, de prévoir un budget et de dresser un plan de gestion

financière. Le projet doit générer suffisamment de revenus pour rembourser le prêt. Les villageois se rappelaient cette formation; ils ont commenté qu'au début on appelait à participer surtout les femmes et les plus pauvres, pour qu'ils puissent bénéficier de l'offre d'un microcrédit, mais que la plupart n'avaient pas pu suivre le cours:

“Il nous a fait un cours sur la gestion financière, mais c'était trop difficile. Surtout pour ceux qui sont analphabètes, mais même pour ceux qui ont un certain niveau d'éducation. Personne n'a compris ce qu'il disait.”

Dans ce contexte, rares sont ceux qui pourront soumettre une proposition de projet, et encore moins une proposition qui puisse être approuvée par l'évaluation de viabilité économique d'Asity.

On nous a raconté qu'Asity avait déjà financé une vingtaine de microcrédits (à 0 % d'intérêt) dans les quatre COBA concernées par le site de compensation de la biodiversité de Bemangidy, de 60 000 à 700 000 ariarys chacun (16 – 200 euros). La plupart des prêts étaient modestes, la justification étant qu'il était important que les gens *“voient grand mais commencent petit.”*

Par exemple, un villageois a reçu d'Asity un microcrédit de 100 000 ariarys [28 euros] en août 2015. Il devait le rendre à partir de septembre 2015, et finir de le rembourser en novembre 2015. On lui a dit qu'il devait rembourser le prêt avant qu'une autre personne puisse recevoir un microcrédit.

Les organisations écologistes, en tant que fournisseuses de services, rendent crédibles au plan international les projets de compensation de la biodiversité et se chargent de leur mise en œuvre au plan local

“Sans la participation d'ONG légitimes, la plupart des projets [de compensation de la biodiversité] risquent de ne pas être crédibles et de ne pas recevoir l'approbation de la société.”²⁴

La notion même de compensation de la biodiversité porte à controverse. Pourtant, la compensation intéresse de plus en plus l'industrie minière: une bonne partie de ce qui lui reste à exploiter se trouve dans des

aires protégées, des zones considérées comme des 'habitats critiques', des terres soumises à des droits d'utilisation coutumiers ou des endroits plus difficiles, pour des raisons diverses, à obtenir que par le passé. L'industrie a donc besoin de la compensation de biodiversité. Et surtout, l'industrie minière en a besoin pour être perçue comme crédible et acceptable, quels que soient les effets de ses opérations et de ce nouvel outil de conservation sur les habitats riches en biodiversité et sur les communautés locales. L'association avec des acteurs du secteur écologiste est un moyen de se doter de la crédibilité et de l'acceptabilité nécessaires.

Rio Tinto a annoncé sa stratégie pour la conservation de la biodiversité en 2004, lors du troisième congrès mondial de l'UICN, et elle s'est associée avec des organisations écologistes bien connues, comme BirdLife International, Conservation International, l'Earthwatch Institute, Fauna & Flora International et les Jardins botaniques royaux de Kew.²⁵ BirdLife écrit dans son site web: *"en 2001, BirdLife International et Rio Tinto ont constitué un partenariat mondial pour atteindre leurs objectifs mutuels en matière de conservation de la biodiversité."*²⁶ Dans le cadre de ce partenariat, BirdLife a coordonné des recherches approfondies concernant la biologie du Complexe forestier de

Tsitongambarika, et un inventaire d'espèces végétales a été dressé en appliquant le protocole standard d'échantillonnage botanique développé et adopté par les Jardins botaniques du Missouri (MBG). L'utilisation de ce protocole était censée accorder à la recherche une légitimité d'ordre scientifique.²⁷ En 2010, Rio Tinto a signé un accord de collaboration pour trois ans avec l'UICN, l'organisation écologiste la plus grande et ancienne du monde. Dans le cadre de cette collaboration, une des activités prévues était la publication de la Série technique UICN Rio Tinto, deux rapports qui contribuent au travail méthodologique pour la compensation de la biodiversité à Fort-Dauphin. Ces rapports passent en revue les méthodes de quantification de la biodiversité et d'évaluation économique des forêts considérées comme des compensations de biodiversité pour la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM.

Le premier de ces rapports fait allusion à une autre raison de l'intérêt que manifeste l'industrie minière pour la compensation de la biodiversité: *"Pour des sociétés comme Rio Tinto, des méthodes solides de détermination de la valeur des services écosystémiques et le développement de marchés fonctionnels pour ces services pourraient permettre d'utiliser de grandes propriétés foncières non*

*opérationnelles afin de créer de nouveaux revenus pour Rio Tinto.”*²⁸

Un autre acteur important qui donne de bonnes références scientifiques à l’initiative de compensation de la biodiversité de Rio Tinto est le MBG (Jardins botaniques du Missouri). Le MBG a accumulé une vaste collection d’espèces pendant les trente dernières années de bioprospection et de piratage. En réutilisant ses collections existantes, le MBG contribue à la constitution d’inventaires d’espèces et d’ensembles de données de référence, fournit des informations cruciales pour le plan de compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM, et confère de la crédibilité à cette initiative.

Ainsi, les services de consultation et d’audit du MBG aident Rio Tinto à obtenir et à maintenir l’accès à des gisements de minerais qui se trouvent sous des forêts riches en espèces endémiques, comme le gisement d’ilménite de Fort-Dauphin. *“Sans ces inventaires spécialisés, et surtout sans l’aval de la marque MBG, la légitimité des*

compensations de l’entreprise minière serait en danger et celle-ci risquerait de voir ses permis d’extraction révoqués par les ministères gouvernementaux”, écrivent Neimark et Wilson dans ‘Re-mining the collections: From Bioprospecting to biodiversity offsetting in Madagascar’.²⁹

Cet exemple montre aussi que, pour des institutions comme le MBG, la compensation de biodiversité est une occasion de générer des revenus grâce à leurs immenses collections botaniques et bases de données d’espèces, à un moment où les fonds pour les grands projets de ‘bioprospection’ commencent à se tarir.³⁰

En ce qui concerne la mise en œuvre des activités prévues dans les trois sites de compensation de la biodiversité, il convient de signaler que, si Rio Tinto QMM gère les activités de conservation dans la zone de la concession, elle a transféré l’exécution des activités de compensation à plusieurs organisations écologistes, dont le MBG et Asity, le partenaire de BirdLife International à Madagascar.

Les calculs de la biodiversité et la création de “l’Autre” destructeur de l’écologie dans la stratégie pour la conservation de Rio Tinto à Madagascar

“L’entreprise se heurte au même défi que tous les autres collaborateurs: protéger l’environnement qui contient une biodiversité unique dont dépend la survie de la majorité de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté.”³¹

La filiale de Rio Tinto, QMM, a commencé en 2008 / 2009 à exploiter l’ilménite à un endroit exceptionnellement riche en biodiversité (à titre d’exemple, 65 espèces d’arbres n’existent que sur les sites d’exploitation).³² Donc, quatre ans après avoir annoncé sa stratégie pour un ‘impact positif net’, l’entreprise a demandé un permis d’extraction, sachant que l’extraction de l’ilménite allait détruire 1 650 hectares, soit 3,9 pour cent de ce qui reste encore sans fragmenter d’une forêt qu’on ne trouve que sur la côte de Madagascar.

Dans ce contexte, deux choses sont importantes pour que Rio Tinto puisse affirmer que, malgré la perte de biodiversité forestière, ses activités minières et de conservation ont un ‘impact positif net’ sur la biodiversité. Premièrement, l’entreprise doit

présenter des arguments qui montrent que la biodiversité aurait disparu quand même si la mine n’avait pas existé. Cette argumentation doit paraître convaincante et crédible aux autorités gouvernementales qui délivrent les permis, aux banques et investisseurs qui fournissent le capital financier, et aux ONG écologistes en tant que médiatrices et créatrices d’opinion publique. Deuxièmement, la méthode de calcul utilisée pour montrer que la destruction dans le site de la mine a été compensée ailleurs doit être construite de façon telle que son application donne pour résultat une somme que l’entreprise minière soit disposée à payer et, si possible, que l’habitat disponible pour la compensation de biodiversité se trouve à l’extérieur mais à proximité de la concession minière.

«Une mine à la rescousse de la biodiversité unique de la zone littorale de Fort-Dauphin»?³³

Depuis son arrivée à Madagascar à la fin des années 1980, Rio Tinto a toujours dit que

la forêt littorale de la mine de Fort-Dauphin était déjà 'dégradée', et que cette dégradation était causée par l'utilisation locale. La création d'un "Autre" destructeur de l'environnement fait partie d'un discours qui est devenu essentiel à la stratégie de l'industrie extractive pour avoir accès à la terre pendant les 20-25 dernières années: tandis que certaines utilisations de la terre sont dépeintes comme désirables ou acceptables (l'exploitation minière, les aires protégées), d'autres activités (la coupe d'arbres, l'agriculture de subsistance, l'utilisation de produits forestiers non ligneux) sont présentées comme 'mauvaises', indésirables, destructives, inefficaces et rétrogrades dans les publications de l'entreprise et des organisations écologistes.

La présentation que fait Rio Tinto de l'agriculture de subsistance en tant que "l'Autre" destructeur de l'environnement est révélatrice aussi d'une idéologie néo-malthusienne: *"La forte croissance démographique et la pauvreté généralisée ont contribué à dégrader considérablement l'environnement de la région"*, signale un plan stratégique de 2007 sur les relations avec la communauté. Un bulletin de Rio Tinto QMM de 2014 informe ses lecteurs que *"Madagascar figure parmi les pays les plus riches au monde en matière de biodiversité."*

*La pauvreté ne laisse cependant aux communautés aucune autre alternative que de se tourner vers les ressources naturelles pour survivre. Cette forte pression entraîne une destruction massive des habitats naturels et classe Madagascar dans la zone rouge (hotspot) en matière de risque pour la biodiversité."*³⁴

L'idée – de plus en plus remise en question dans la littérature savante³⁵ – que la région littorale du sud-est de Madagascar serait "naturellement" couverte d'une forêt dense s'il n'y avait pas les communautés locales revient dans beaucoup de publications des ONG partenaires de Rio Tinto. Cette insistance renforce le message de l'entreprise, qui dit que l'utilisation locale de la terre, et non l'exploitation minière, est le principal danger pour la biodiversité.³⁶ Rio Tinto combine cette tactique, qui consiste à donner des communautés locales une image destructrice, avec une description de ses propres activités minières formulée dans des termes évocateurs de soucis et d'efforts pour minimiser tout dégât éventuel: *"À Rio Tinto, nous pensons que pour atteindre un impact positif net nous devons réduire notre impact sur la biodiversité, au moyen de l'Évitement, la Minimisation, la Réhabilitation, la Compensation et les Actions additionnelles de conservation,"*³⁷ explique un panneau affiché

dans le bureau du parc national de Mandena, où se trouve aussi la pépinière de Rio Tinto QMM.

Méthodes de calcul de la biodiversité

Pour que la société minière puisse affirmer qu'elle compense la perte de biodiversité, il est nécessaire de quantifier la perte de biodiversité dans le site de la mine et le volume et la composition de la compensation requise. Dans leurs rapports Série technique, Rio Tinto et l'UICN décrivent la méthode utilisée pour évaluer la biodiversité dans la zone de la mine et dans les sites de compensation, et présentent une évaluation en cinq étapes pour mesurer le progrès vers l'objectif de l'entreprise d'atteindre un 'impact positif net' (IPN) sur la biodiversité.³⁸ En plus de la compensation, Rio Tinto QMM mène aussi des activités de "éviter, minimisation et réhabilitation" à l'intérieur de la concession, afin de limiter la perte de biodiversité due à l'extraction minière. Le résultat de ces activités est pris en compte dans les calculs de pertes et de gains de biodiversité. Une brève description de ces diverses activités de conservation menées dans la concession minière figure plus loin, dans l'encadré La mine d'ilménite de Rio Tinto QMM à Fort-Dauphin.

Pour évaluer l'IPN, Rio Tinto QMM utilise

deux unités de mesure: les "Hectares de qualité" (HQ) et les "Unités de répartition mondiale" (UR). Le nombre d'hectares de qualité indique le niveau de dégradation forestière, à partir d'une estimation du couvert forestier. Le rapport de l'UICN et de Rio Tinto explique, par exemple: *"Ainsi, 100 ha de forêt intacte compteraient comme 100 hectares de qualité (100 ha x qualité 100 % = 100 HQ), tandis que 100 ha de forêt assez dégradée, à 40 % de la 'qualité optimale', compteraient pour 400 hectares de qualité (100 ha x qualité 40 % = 40 HQ)".*

Le fait d'utiliser le couvert forestier comme seul indicateur (au lieu d'une série d'indicateurs différents ou d'une unité de mesure différente) simplifie la méthode de calcul, et donc le coût de l'évaluation. En plus, en employant un seul indicateur il n'est pas nécessaire que le degré de similarité des zones où la biodiversité diminue ou augmente soit très élevé.

Les "unités de répartition mondiale" représentent une unité nouvelle, mise au point aux fins du plan de conservation de la biodiversité de QMM. Cette unité combine les "hectares de qualité" et l'estimation des populations des espèces menacées selon la liste de l'UICN. Une unité correspond à 1 % de la population mondiale de l'espèce.

Deux problèmes au moins sont à noter: (1)

Quand on additionne les UR de différents sites, une composition différente d'espèces peut donner le même résultat, en fonction de la combinaison d'espèces de la liste de l'UICN et de leur abondance dans les sites. (2) Rio Tinto et l'UICN signalent que *“Pour un très petit nombre d'espèces hautement prioritaires, il n'a pas été possible de mesurer les gains et les pertes en UR parce que l'aire de répartition mondiale et/ou la population ne pouvaient être quantifiées”*. Bizarrement, au lieu de se hasarder à faire une estimation supérieure ou inférieure de l'UR de ces espèces (ce qui n'aurait pas été plus subjectif que de créer un 'scénario contrefactuel' sur l'utilisation des terres dans quarante ans), *“les pertes et les gains ont été simplement mesurés en hectares.”* Ainsi, on peut éviter un score très élevé sur la perte d'une espèce endémique haut placée sur la liste des espèces menacées de l'UICN.³⁹

Ces deux unités de mesure sont ensuite introduites dans les calculs effectués dans le cadre de l'évaluation à cinq étapes qui détermine si l'entreprise est sur la bonne voie pour atteindre son objectif d'IPN. Dans une première étape, Rio Tinto et ses partenaires écologistes ont décidé quelles caractéristiques de la biodiversité allaient figurer dans le système de comptabilité de l'IPN. Cette étape impliquait de faire des

choix importants, parce qu'elle devait déterminer quelles espèces et fonctions d'un habitat aussi complexe, dynamique et changeant qu'une forêt littorale seraient visibles dans le système de comptabilité, et quelles autres seraient condamnées à l'invisibilité parce qu'elles n'étaient pas pertinentes pour le système. La deuxième étape comportait de choisir les unités de mesure à utiliser pour suivre l'évolution des fonctions et des espèces choisies. Les unités choisies ont été les 'Hectares de qualité (HQ)' et les 'Unités de répartition mondiale /UR'. La troisième étape a consisté à choisir le(s) scénario(s) contrefactuel(s) concernant ce qui se serait passé sans la mine.

Le rapport n° 2 de la Série technique UICN – Rio Tinto reconnaît que le scénario contrefactuel *“détermine l'importance des pertes dont la responsabilité est imputable à Rio Tinto QMM.”* Plus la perspective sera sombre pour la biodiversité forestière dans le scénario contrefactuel, plus le discours de Rio Tinto sur le rôle destructeur de l'agriculture de subsistance sera convaincant, et plus il lui sera facile de démontrer que la biodiversité sera en meilleure situation malgré la destruction causée par la mine d'ilménite. Ce qui plus est, **en fonction des suppositions concernant l'utilisation de la terre dans les scénarios contrefactuels, le même impact de**

la mine sur la biodiversité peut, dans un scénario, aboutir à une perte de biodiversité, et dans l'autre avoir un 'impact positif net', même si les dégâts et les mesures pour y remédier sont identiques! Ce qui est différent, c'est l'image que la société minière a créée pour la présenter sur la scène internationale. Dans les deux dernières étapes de la méthode d'évaluation, les pertes et les gains en biodiversité qui seraient probablement dus à l'exploitation minière et aux activités de conservation ont été estimés pour deux périodes de temps, 2004 – 2015 et 2004 – 2065 (cette dernière date étant celle de la fin prévue des opérations minières à Fort-Dauphin).

Le rapport n° 2 de la Série technique UICN – Rio Tinto présente les résultats de l'évaluation en cinq étapes et conclut que *"l'impact net [de l'exploitation minière] sur la forêt littorale est estimé à +350 HQ en 2065, c'est-à-dire un accroissement de 13 % par rapport à 2004."* Un deuxième calcul inclut aussi les activités de restauration et de conservation dans le site de compensation de

la biodiversité 'non équivalent' de Bemangidy. Le résultat est encore plus impressionnant: un 'gain en biodiversité' de +1 251 HQ, soit un rapport gains/pertes d'environ 4:1.

Ainsi, ces calculs suppriment le fait désagréable que la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM va détruire près de 1 650 hectares d'une forêt littorale unique. En ne donnant que le chiffre final (+1 251 HQ d'ici à 2065) on peut escamoter les hypothèses douteuses qui sont implicites dans les calculs, comme le scénario contrefactuel ou les abstractions cachées derrière les unités 'HQ' et 'UR'. En ne soulignant que le volume des gains en biodiversité que l'on espère atteindre en 2015 et en 2065, l'entreprise peut réaffirmer que sa mine vient *"à la rescousse de la biodiversité unique de la zone littorale de Fort-Dauphin"*, tout en reléguant au second plan le fait que la mine détruit 1 650 hectares d'une forêt qui héberge beaucoup d'espèces rares et endémiques et qui est la source de subsistance de nombreuses familles.

La mine d'ilménite de Rio Tinto QMM à Fort-Dauphin

Rio Tinto est une multinationale minière anglo-australienne dont le siège est à Londres, au Royaume-Uni. Parmi ses domaines d'activité figurent l'extraction de minerai de fer, de cuivre, de bauxite, d'uranium, de charbon et de diamants sur six continents. En 2013, le groupe Rio Tinto détenait des actifs bruts d'une valeur de 81 milliards de dollars, et annonçait des bénéfices nets de 3,7 milliards USD sur des ventes pour 54,6 milliards USD. Cette année-là donc, ses ventes ont représenté presque six fois le PIB de Madagascar.

En 2008, après près de 20 ans de préparation et de négociations, Rio Tinto QMM (Qit Minerals Madagascar S.A.) commença à chercher des gisements d'ilménite à Fort-Dauphin, dans le sud-est de Madagascar. QMM appartient à Rio Tinto à 80 %, les 20 % restants appartenant à l'État malgache. L'infrastructure construite pour assurer l'investissement de Rio Tinto dans la mine inclut un nouveau port en eau profonde à Fort-Dauphin, une zone industrielle spécialisée dans le port, des routes pavées et une carrière de pierre. L'investissement initial aurait été d'environ 930 millions USD.⁴⁰

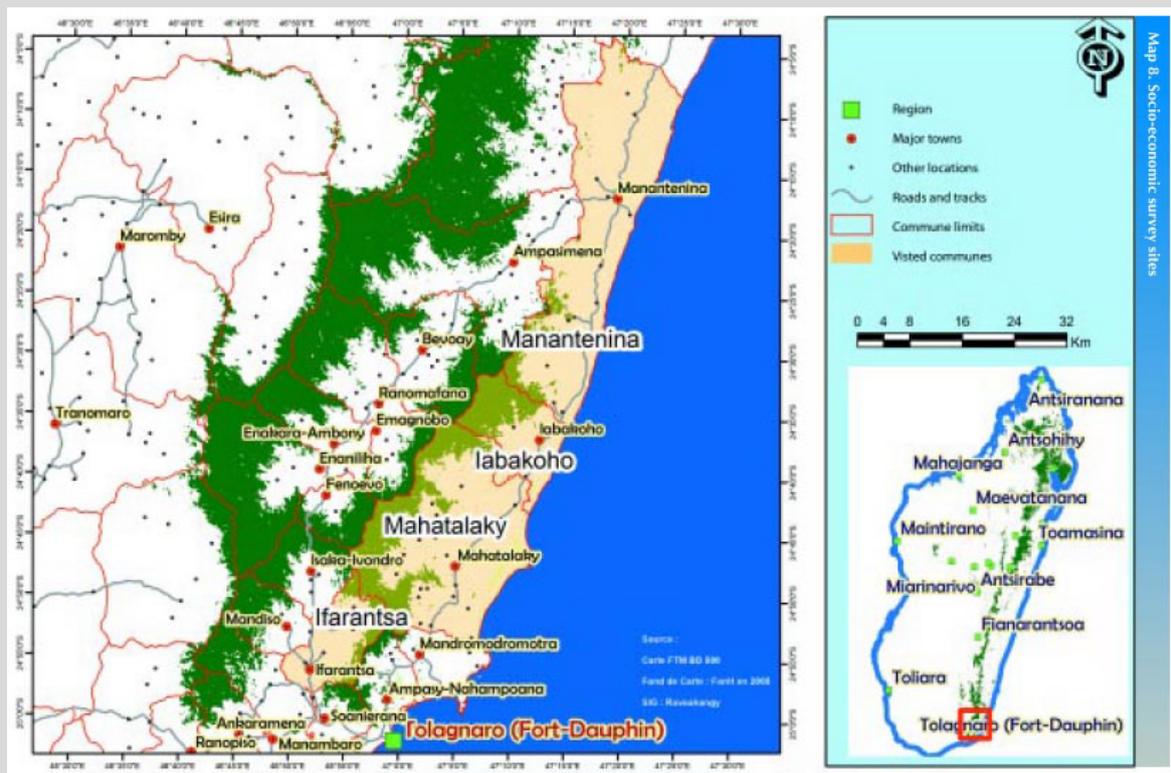
L'entreprise prévoit d'extraire de l'ilménite à trois endroits (Mandena, Sainte Luce et Petriky), à l'intérieur de sa concession de 6 000 hectares. L'exploitation du gisement de Mandena a commencé en 2008 / 2009. Les trois sites seront exploités pendant une période de 40 à 50 ans. Le dragage de près de 100 hectares qui contiennent des gisements d'ilménite est censé produire entre 750 000 et 1 million de tonnes de minerai d'ilménite par an. Le traitement du minerai est minime à Madagascar, et consiste à séparer l'ilménite du sable par flottation. Malgré sa faible portée, cette opération est une des plus consommatrices d'énergie du pays. Rio Tinto QMM exporte le minerai d'ilménite au Canada, où il est traité pour en extraire le dioxyde de titane (le pigment blanc qu'on trouve dans des peintures et des plastiques). La valeur commerciale d'une tonne de minerai d'ilménite exportée de Madagascar est d'environ 100 USD, tandis que le dioxyde de titane se vend près de 2 000 USD la tonne.



La pêche artisanale pour les marchés locaux a été affectée par la construction du port de Ehoala et par la mine de Rio Tinto QMM localisé à proximité de ces lieux de pêche utilisés par les pêcheurs artisanaux.

D'après les estimations de l'entreprise, 6 000 personnes habitent dans les environs immédiats de la concession minière de 6 000 hectares.⁴¹ Comme à d'autres endroits de Madagascar, la plupart de la population de la région dépend de l'agriculture de subsistance, de sorte que la terre est la première source de revenus et d'aliments. Dans la région côtière de la région d'Anosy, la pêche artisanale de langoustes et de crevettes pour les marchés locaux et internationaux est une source de revenus pour les pêcheurs et leurs familles. Les gens pêchent aussi dans les rivières et les lacs pour l'autoconsommation. La construction du port d'Ehoala aurait réduit considérablement les prises, au point de porter atteinte au taux de consommation national de poisson et de fruits de mer. La consommation excessive d'eau pour le dragage et la flottation qui permet de séparer le minerai d'ilménite du sable a aussi une incidence écologique. Dans 'The mining-conservation nexus', Caroline Seagle décrit les multiples effets sociaux de la mine. Elle rapporte que Rio Tinto QMM a acheté la terre à bas prix mais n'a payé que 100 – 400 ariarys (0,03 – 0,11 euros) le m² aux habitants malgaches que la mine avait dépossédés de leur terre. Seagle signale que les normes de la Banque mondiale stipulent une indemnité d'au moins 2 000 ariarys (0,50 euros) par m². En outre, c'est l'accès à la terre, et non la propriété, qui est d'importance cruciale pour la subsistance

en milieu rural, dans ce pays où l'État se déclare propriétaire de toutes les terres non privées.⁴² Ceux qui n'ont plus accès à la terre sur le site de la mine risquent de se retrouver dans une situation semblable à celle des villageois qui vivaient dans le site de compensation de la biodiversité de Bemangidy. Vous trouverez des témoignages et des références sur l'impact de la mine sur les moyens d'existence locaux dans 'Accaparements des terres à Madagascar. Échos et témoignages du terrain / 2013'⁴³.



Pour montrer qu'elle respecte son objectif d'atteindre un 'impact positif net' sur la biodiversité aux endroits où celle-ci est 'de grande valeur', comme dans le cas de la mine de Fort-Dauphin, Rio Tinto met en œuvre quatre types de mesures de conservation: Évitement, Minimisation et Réhabilitation ou Restauration (surtout à l'intérieur de la concession), et Compensation de la biodiversité (à l'extérieur de la concession). L'évitement consiste à ne pas extraire de minerais dans certaines parties de la concession où il existe de très nombreuses espèces endémiques, ce qui correspond, en gros, à "27 % de la couverture forestière de meilleure qualité se trouvant sur le gisement." Rio Tinto QMM affirme que cela représente un coût de près de 8 % en ilménite non exploitée, plus les frais de gestion qu'implique l'entretien de ces zones d'évitement qui, ensemble, s'étendent sur 624 ha. Les mesures de minimisation visent à réduire les perturbations dans les

zones non exploitées et à diminuer le nombre des animaux morts sur la route, au moyen de programmes de formation pour les chauffeurs des camions. Les activités de réhabilitation et de restauration ont lieu surtout à l'intérieur de la concession minière ou dans ses environs immédiats, pour essayer de restaurer, avec le temps, la forêt littorale à des endroits qui auront été complètement défrichés par le dragage. La réhabilitation de la zone minière, surtout avec des espèces d'arbres exotiques de croissance rapide, aura lieu lorsque le dragage aura été déplacé à la partie suivante du gisement. Pour faciliter la restauration, Rio Tinto QMM affirme qu'elle stocke la couche supérieure du sol et l'utilisera comme substrat pour réintroduire les espèces autochtones qui étaient présentes avant le dragage. Dans chacun des sites, l'entreprise a l'intention de restaurer quelque 225 hectares, soit 675 hectares au total. Les trois sites qui font partie de la stratégie de compensation de biodiversité pour la mine d'ilménite sont à l'extérieur de la concession minière, à Sainte Luce, Mahabo et Bemangidy-Ivohibe. Les forêts des deux premiers sites sont du même type de forêt littorale que celle que la mine a détruit, mais celle de Bemangidy est classée comme forêt tropicale de plaine intérieure, de sorte qu'elle a une structure et une diversité d'espèces différentes de celles de la forêt du site minier. Les trois sites de compensation de la biodiversité comprennent près de 6 000 hectares de forêt.

Le montant du budget alloué par Rio Tinto QMM à la mise en œuvre de la stratégie de conservation pour la mine d'ilménite de Fort-Dauphin n'est pas connu, et les publications de Rio Tinto ou de ses partenaires écologistes ne donnent pas non plus d'information sur le coût de la conception de la méthodologie de compensation ni sur celui de sa mise en œuvre. Vu le grand volume d'information et l'accent mis sur les calculs économiques qui figurent dans la stratégie de conservation, il est surprenant qu'on ne dispose d'aucune information sur les aspects économiques de l'exécution de la compensation de la biodiversité. Les communautés visitées au cours de notre recherche sur le terrain de septembre 2015 ont manifesté qu'elles n'avaient aucune information sur le budget mis à la disposition des ONG écologistes pour la mise en œuvre de la conservation ou la compensation de la biodiversité, ni sur le budget disponible pour l'organisation d'activités dans leurs villages.

Les initiatives de compensation de la biodiversité de Rio Tinto à d'autres endroits

Les compensations de la biodiversité tiennent une place importante dans la stratégie de conservation que Rio Tinto a annoncée en 2004 au Congrès mondial de l'UICN. En plus de celles prévues pour la mine d'ilménite de Fort-Dauphin, la documentation publiée par Rio Tinto mentionne les sites de

compensation pilotes de Simandou en Guinée, d'Oyu Tolgoi en Mongolie, de Rössing en Namibie, de Palabora en Afrique du Sud, et des opérations en Australie (voir le rapport de WRM et Re:Common, 'La compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Madagascar').

Conclusions

“Face au lancement d'une exploitation minière et des compensations de la biodiversité, le risque pour les communautés locales d'être doublement pénalisées par les impacts négatifs des deux activités est bien réel (par exemple, si une collectivité dépend des ressources forestières et qu'elle a moins d'accès aux forêts à cause de la déforestation liée à l'exploitation minière et à la mise en place d'une aire protégée de type 'forteresse').”⁴⁴

Entre le tableau que présentent les brochures de luxe distribuées dans le monde entier sur la compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM dans le sud-est de Madagascar, et la réalité que vivent les

habitants des alentours du site de compensation de Bemangidy-Ivohibe, l'écart est énorme.

L'enquête sur le terrain menée par Re:Common et le WRM en septembre 2015 a confirmé que les communautés n'avaient pas été informées que le projet de conservation forestière qui leur était imposé était un projet de compensation de la biodiversité pour la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM située à proximité de Fort-Dauphin, à une cinquantaine de kilomètres au sud de leurs villages.

La visite nous a éclairés également sur le rôle que jouent les organisations écologistes au moment de faire croire que l'agriculture

itinérante ou tavy que pratiquent les villageois représente le plus grand danger pour les forêts et la biodiversité. Elle nous a éclairés également sur les tactiques employées au moment d'imposer des restrictions à l'utilisation communautaire de la terre. En présentant les agriculteurs de subsistance comme 'l'Autre' destructeur de l'environnement, on détourne l'attention du fait que c'est la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM qui met en péril les forêts littorales et les moyens d'existence des habitants, dans la concession minière et autour d'elle.

Au lieu de parler de la destruction causée par l'exploitation de l'ilménite sur les 6 000 hectares de la concession minière, Rio Tinto et ses collaborateurs parlent des 'impacts positifs nets' sur la biodiversité et affirment que la forêt littorale aurait été détruite quand même, en quelques dizaines d'années, par les méthodes agricoles locales. Ils affirment en outre que, sans les activités mises en œuvre aux sites de compensation de la biodiversité de Sainte Luce, Mahabo et Bemangidy, les forêts protégées et restaurées à ces endroits auraient été détruites également par la culture itinérante et par d'autres activités forestières locales.

Les villageois ont parlé du manque de respect et de considération pour leur situation dont faisaient preuve les ONG. "Ils

ne viennent pas discuter, ils viennent nous dire": cette phrase est fréquemment revenue dans les commentaires sur la compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM à Bemangidy. Nous avons entendu parler aussi des tactiques déplorables utilisées à cet endroit pour faire respecter les restrictions qu'imposent les sites de compensation à l'utilisation de la terre et à la production locale d'aliments de base.

Vue de près, la compensation de la biodiversité à Bemangidy apparaît comme une double accaparement de terres, car elle prive les communautés de leur accès au site de la mine mais aussi aux endroits où Rio Tinto QMM réclame la forêt pour l'affecter à contrebalancer la destruction provoquée par la mine. Ainsi, les conséquences de la compensation de la biodiversité à Bemangidy sont semblables à celles, abondamment attestées, du système REDD+ et des projets de compensation correspondants: les options de génération de revenus que l'on promet pour atténuer la perte d'accès à la forêt ne se matérialisent pas, tandis que les restrictions sont appliquées tout de suite.

Pour les villages voisins du site de compensation de la biodiversité de Sainte Luce, situé à côté de la concession minière, le risque d'être "doublement pénalisés", comme cité plus haut, peut être bien réel. Il est

certain que les moyens de subsistance des familles paysannes autour de Bemangidy sont devenus encore plus précaires, pour qu'une des grandes transnationales minières puisse accroître ses bénéfices grâce à l'extraction d'ilménite.

Pour terminer, disons que l'expérience de l'enquête sur le terrain a mis en évidence l'importance de combiner la critique du concept de compensation de la biodiversité et celle des absurdités qui s'avèrent inévitables quand on prétend tirer des forêts complexes et dynamiques des équivalences abstraites, basées sur des unités "HQ" ou "UR", avec les perspectives et les connaissances qu'on obtient seulement par le contact direct avec la réalité, là où la compensation de la biodiversité a été mise en œuvre.

La rencontre avec des villageois qui vivent avec cette réalité et que la compensation de la biodiversité est en train de priver de leurs moyens de subsistance nous a ouvert les yeux sur les nombreux niveaux auxquels s'applique le "*c'est injuste*" si souvent entendu: il est injuste que les familles paysannes perdent leurs moyens de subsistance pour qu'une des plus grandes sociétés minières du monde puisse augmenter ses bénéfices en extrayant l'ilménite des gisements situés sous une forêt unique; il est injuste que ni Rio Tinto ni son

organisation partenaire BirdLife International n'aient informé les villageois que le projet n'était pas seulement un projet de conservation conventionnel mais une compensation de la biodiversité pour Rio Tinto QMM; il est injuste, et même déplorable, qu'une ONG écologiste fasse allusion à la religion, aux croyances traditionnelles et à la coutume pour faire respecter les restrictions à l'utilisation de la terre; il est injuste que les gens ne puissent plus cultiver leur aliment de base, le manioc, sans qu'on leur ait fourni des moyens alternatifs ou de l'aide pour faire les cultures alimentaires dont ils ont besoin pour survivre; il est injuste que la plupart des endroits où sont exécutés ces projets de compensation de la biodiversité soient si difficiles à atteindre que l'isolement joue en faveur des sociétés minières et de leurs partenaires écologistes: leurs brochures de luxe et leurs présentations bien léchées donnent l'illusion que la compensation de la biodiversité est bénéfique pour les forêts et les gens, alors qu'en réalité les communautés locales se voient dépossédées, empêchées d'utiliser la terre dont elles dépendent pour leur subsistance, sans que personne ne respecte ni ne prenne en considération leur situation.

Nous espérons que le présent article, et le rapport d'enquête sur le terrain sur lequel il

est fondé, contribueront à susciter un débat plus honnête sur les impacts réels de la compensation de la biodiversité sur la population voisine des sites où elle est mise en œuvre. Avant tout, il faut que les responsables de la compensation de la biodiversité veillent à mettre fin à la situation

atroce que le site de Bemangidy a créée pour les familles paysannes qui ont perdu le peu qu'elles avaient, et qu'ils trouvent une solution viable pour Antsotso et les villages voisins, afin que leurs habitants puissent cultiver les produits nécessaires pour nourrir leurs familles.

Information complémentaire:

- World Rainforest Movement et Re:Common (2016): La compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Madagascar – Un double accaparement de terres au nom de la biodiversité? <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-compensation-de-la-biodiversite-de-rio-tinto-a-madagascar-un-double-accaparement-de-terres-au-nom-de-la-biodiversite/> .
- Re:Common, Collectif TANY, SIF (2013): Accaparement de terres à Madagascar. Échos et témoignages du terrain. http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Rapport_Accaparements_de_terres_Madagascar_2013.pdf .
- Andrews Lees Trust et Panos (2009): Voices of Change. A collection of testimonies from farmers impacted by the Rio Tinto QMM mine. www.andrewsleestrust.org/hepa.htm
- Harbinson, Rod (2007): Development Recast? A review of the impact of the Rio Tinto Ilmenite Mine in Southern Madagascar. Rapport de Panos pour Les Amis de la Terre.
- Lambolez, Fred et Jean Marie Pernelle (2013): Je veux ma part de terre – Madagascar. Vidéo documentaire.
- Les Amis de la Terre (2012): Madagascar: Nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières. http://www.amisdela Terre.org/IMG/pdf/version_longue_-_rapport_madagascar.pdf.
- Bidaud, C. et d'autres (2015): Voluntary biodiversity offset strategies in Madagascar. Ecosystem Services Vol. 15:181–189.
- Seagle, Caroline (2012): The mining-conservation nexus: Rio Tinto, development 'gifts' and contested compensation in Madagascar. The Land Deal Politics Initiative.
- Virah Sawmy, Malika (2009): Ecosystem management in Madagascar during global change. Conservation Letters, 2: 163–170.

NOTES

- ¹ Déclaration de principe de Rio Tinto en matière de biodiversité. Dans : Rio Tinto 2008a, 'Rio Tinto et la biodiversité. Obtenir des résultats sur le terrain.' Rio Tinto, Londres et Melbourne.
http://www.riotinto.com/documents/ReportsPublications/RTBiodiversitystrategyfinal_French.pdf
- ² L'UICN est la plus grande et la plus ancienne des organisations écologistes mondiales. Parmi ses membres figurent près de 1 300 organisations gouvernementales et non gouvernementales.
- ³ SFI, Norme de performance 6, Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes. Janvier 2012.
http://www.SFI.org/wps/wcm/connect/c071b1004a58b603bebcfb8969adcc27/PS6_French_2012.pdf?MOD=AJPERES.
- ⁴ http://bbop.forest-trends.org/documents/files/liberia_webinar.pdf.
- ⁵ Les paragraphes 16 à 18 s'appliquent à la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM à Fort-Dauphin. « 16. Les habitats critiques sont des aires ayant une valeur élevée en biodiversité, notamment (i) les habitats d'une importance cruciale pour les espèces en danger critique d'extinction et/ou en danger d'extinction ; (ii) les aires d'une grande importance pour les espèces endémiques et/ou distribution limitée ; [...] 17. Dans les aires d'habitats critiques, le client ne mettra pas en œuvre d'activités de projet à moins qu'il ne puisse démontrer tout ce qui suit : [...] * Il n'existe dans la région aucune autre option viable pour l'exécution du projet dans des habitats modifiés ou naturels qui ne sont pas critiques; * Le projet n'entraînera pas de réduction nette de la population internationale et/ou nationale/régionale d'espèces en danger critique d'extinction et/ou en danger d'extinction, pendant une période raisonnable de temps ; et * Un programme de suivi de la biodiversité à long terme solide et bien conçu est intégré dans le programme de gestion du client. 18. Dans les cas où un client est capable de respecter les exigences définies au paragraphe 17, la stratégie d'atténuation doit être décrite dans un Plan d'action sur la biodiversité. Ce Plan doit viser à réaliser les gains nets de ces richesses biologiques pour lesquelles l'habitat critique a été désigné. » Pages 4 et 5,
http://www.SFI.org/wps/wcm/connect/c071b1004a58b603bebcfb8969adcc27/PS6_French_2012.pdf?MOD=AJPERES.
- ⁶ IndustriALL (2014): Unsustainable: the ugly truth about Rio Tinto. P. 14.
- ⁷ Bidaud, C., et d'autres (2015): Voluntary biodiversity offset strategies in Madagascar. Ecosystem Services (2015).
- ⁸ Temple, H.J. et d'autres (2012): Prévoir le chemin vers l'atteinte d'un impact positif net sur la biodiversité pour Rio Tinto QMM, Série technique n° 2 de l'UICN et de Rio Tinto,
<https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2012-049-Fr.pdf>.
- ⁹ QIT Madagascar Minerals SA Press kit (2009): A mine at the rescue of the unique biodiversity of the littoral zone of Fort-Dauphin.
- ¹⁰ Olsen, Nathalie, Bishop, Joshua et Anstee, Stuart (2011). Explorer l'évaluation des écosystèmes comme un outil d'avancement vers un impact positif net sur la biodiversité dans le secteur minier. Série technique UICN et Rio Tinto no. 1, <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2011-062-Fr.pdf>.
- ¹¹ Nous l'appellerons aussi Bemangidy dans le reste du texte.
- ¹² Vous trouverez le rapport complet de cette mission sur le terrain à l'adresse: <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-compensation-de-la-biodiversite-de-rio-tinto-a-madagascar-un-double-accaparement-de-terres-au-nom-de-la-biodiversite/>.
- WRM & Re:Common (2016): La compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Madagascar – Un double accaparement de terres au nom de la biodiversité?
- ¹³ Commentaire fait par un villageois lors d'une réunion avec la population d'Antsotso en septembre 2015.
- ¹⁴ Temple, H.J. et d'autres (2012): Prévoir le chemin vers l'atteinte d'un impact positif net sur la biodiversité pour Rio Tinto QMM, Série technique n° 2 de l'UICN et de Rio Tinto,
<https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2012-049-Fr.pdf>.

-
- ¹⁵ M.H. Bérard (2011): Légitimité des normes environnementales dans la gestion locale de la forêt à Madagascar. *Canadian Journal of Law and Society*, Vol. 26, p. 89-111.
- ¹⁶ Les nouvelles aires protégées créés après 2003 / 2004 sont souvent gérées par des organisations écologistes nationales ou internationales, plutôt que par l'organisme public Madagascar National Parks, qui gère les près de 50 aires protégées 'historiques' établies entre 1927 et 1999. Dans le cadre du transfert de la gestion à des organisations écologistes du secteur privé, le gouvernement a passé une série de contrats de transfert de gestion, en vertu de la loi GELOSE de 1996 (Gestion localisée sécurisée) et du décret GFC de 2001 (Gestion contractualisée des forêts). Pour davantage d'information sur les transferts de gestion à Madagascar, voir Jacques Pollini et d'autres (2014) : *The transfer of natural resource management rights to local communities*. Dans: Ivan R. Scales (éd.): *Conservation and Environmental Management in Madagascar*.
- ¹⁷ Asity est l'ONG écologiste désignée par Rio Tinto pour gérer la compensation de la biodiversité dans le site de Bemangidy-Ivohibe. Les communautés ont l'impression que le projet est dirigé par cette organisation, et non par Rio Tinto QMM. En 2008, Asity devint l'affiliée malgache de BirdLife International.
- ¹⁸ La COBA (Communauté de Base) est une entité administrative locale. Des COBA ont été constituées partout à Madagascar, dans les régions où la gestion des aires protégées a été transférée aux communautés locales. Plusieurs publications officielles et d'ONG écologistes décrivent la COBA comme « un groupe de volontaires unis par des intérêts communs et obéissant à des règlements internes, pour la gestion des 'ressources naturelles' locales ». Elle regroupe selon le cas les habitants d'un hameau, d'un village ou d'un groupe de villages. La municipalité doit être officiellement informée de la constitution d'une COBA.
- ¹⁹ Pour une critique détaillée des suppositions et des projections utilisées pour déterminer ce qui serait arrivé à la forêt sans la mine d'ilménite de Rio Tinto QMM, voir Caroline Seagle (2009) : *Biodiversity for whom ? Local experiences and global strategies of land use and access near the Rio Tinto QMM ilmenite mine in Fort Dauphin, Southeast Madagascar*. Masters Thesis p, 24ff; Malika Virah-Sawmy (2009): *Ecosystem management in Madagascar during global change*. *Conservation Letters* 2 (2009) 163-170.
- ²⁰ Commentaire d'un villageois lors d'une réunion avec la communauté pendant notre enquête sur le terrain, en septembre 2015.
- ²¹ Olsen, Nathalie, Bishop, Joshua et Anstee, Stuart (2011). Explorer l'évaluation des écosystèmes comme un outil d'avancement vers un impact positif net sur la biodiversité dans le secteur minier. Série technique UICN et Rio Tinto no. 1. <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2011-062-Fr.pdf>.
- ²² Response from Asity, received on 08 April 2016 by Email: "la façon dont on a rédigé la phrase ne relate pas vraiment la réalité. Primo, le « lavage de cerveau » n'est pas le mot approprié, mieux vaut dire que c'est un moyen d'apporter des éclaircissements pour la population. Secundo, les visites servent à sensibiliser la population sur les tenants et aboutissants du projet Offset."
- ²³ Response from Asity, received on 08 April 2016 by Email: "En voici la réalité : tout au début, des groupes de personnes trouvaient toujours les moyens de perturber la réunion. Pour éviter cela, nous avons négocié avec les responsables de l'Eglise de laboakoho à débiter la réunion par une prière, et de prendre les décisions difficiles dans l'église même."
- ²⁴ Mehrdad Nazari et Don Proebstel (2009): *Biodiversity Offsets in Mining*. MINING.com, janvier 2009. Page 42.
- ²⁵ Rio Tinto (non daté): *Rio Tinto and biodiversity. Achieving results on the ground*. <http://www.riotinto.com/documents/ReportsPublications/RTBiodiversitystrategyfinal.pdf>.
- ²⁶ <http://www.birdlife.org/worldwide/business-partnership/partnership-rio-tinto>; souligné par les auteurs.
- ²⁷ Ganzhorn et d'autres (2007) : *Biodiversity ecology and conservation of littoral ecosystems in Southeastern Madagascar, Tolagnaro (Fort Dauphin) et la publication complémentaire*, Temple et d'autres (2012): *Prévoir le chemin vers l'atteinte d'un impact positif net sur la biodiversité*.
- ²⁸ UICN et Rio Tinto, Série technique n° 1,

-
- ²⁹ B. D. Neimark et B. Wilson (2015): Re-mining the collections: From bioprospecting to biodiversity offsetting in Madagascar. *Geoforum* 66 (2015) 1–10.
- ³⁰ Op. cit. 28: Neimark et Wilson (2015).
- ³¹ Suivi environnemental – Un bilan positif des cinq premières années, N. 002 Magazine semestriel QMM, Octobre 2014, <http://www.riotintomadagascar.com/pdf/fasimaintyoct14.pdf>.
- ³² Op. cit. Dossier de presse de QIT Madagascar Minerals SA, mars 2009.
- ³³ Op. cit. Dossier de presse de QIT Madagascar Minerals SA, mars 2009.
- ³⁴ *Suivi environnemental – Un bilan positif des cinq premières années*, N. 002 Magazine semestriel QMM, Octobre 2014, <http://www.riotintomadagascar.com/pdf/fasimaintyoct14.pdf>.
- ³⁵ Voir, par exemple, Malika Virah Sawmy (2009): Ecosystem management in Madagascar during global change. *Conservation Letters*, 2: 163–170. Elle cite aussi Noss, 2001, Pressey et d'autres, 2007, dont les recherches portent à croire que la composition fragmentaire de la forêt littorale peut être due aux sécheresses historiques, plutôt qu'au déboisement ou à la culture itinérante, et que ces zones de discontinuité écologique sont des éléments d'adaptation pour la diversité, l'évolution, et la persistance dans un environnement variable.
- ³⁶ Seagle, Caroline (2012): The mining-conservation nexus: Rio Tinto, development 'gifts' and contested compensation in Madagascar. The Land Deal Politics Initiative. Page 9.
- ³⁷ Plan d'action pour la biodiversité de Rio Tinto – Vision NPI 2050, panneau d'affichage dans le bureau du Parc national de Mandena, région d'Anosy, visité le 18 septembre 2015.
- ³⁸ Pour en savoir plus, voir *Prévoir le chemin vers l'atteinte d'un impact positif net sur la biodiversité pour Rio Tinto QMM*, Série technique n° 2 de l'UICN et de Rio Tinto, <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2012-049-Fr.pdf>.
- ³⁹ Rio Tinto affirme que, pour la concession minière de QMM, « le Comité consultatif sur la biodiversité a établi un objectif d'équivalence relativement strict et faisant obligation d'atteindre l'IPN pour toutes les espèces prioritaires prises individuellement » dans les cas où la perte d'une espèce endémique due à la mine ne peut être compensée par une étendue plus large du site de compensation, où l'espèce menacée n'est pas présente.
- ⁴⁰ Rod Harbinson (2007): Development Recast? A review of the impact of the Rio tinto Ilmenite Mine in Southern Madagascar. Rapport de Panos pour Friends of the Earth.
- ⁴¹ Rod Harbinson (2007): Development Recast? A review of the impact of the Rio tinto Ilmenite Mine in Southern Madagascar. Rapport de Panos pour les Amis de la Terre.
- ⁴² Op cit. Seagle, Caroline (2012).
- ⁴³ Re:Common, Collectif TANY, SIF (2013): http://terresmalgaches.info/IMG/pdf/Rapport_Accaparements_de_terres_Madagascar_2013.pdf.
- ⁴⁴ Op. cit. Série technique UICN et Rio Tinto, page 3, faisant référence à BBOP 2009.

Rio Tinto à Madagascar

Une mine détruit la biodiversité unique de la zone littorale de Fort-Dauphin

Ces dernières années, les sociétés minières ont commencé à promouvoir activement la 'compensation de la biodiversité' comme un moyen de 'verdir' leur industrie. Le projet de compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM dans la région d'Anosy du sud-est de Madagascar est peut-être le projet de compensation du secteur minier qui a reçu le plus de publicité. Son objectif est de contrebalancer la destruction de plus de 1 600 hectares d'une forêt littorale unique, provoquée par l'extraction d'ilménite à Fort-Dauphin (Tôlagnaro), également dans la région d'Anosy.

Le présent article examine les avantages que comporte pour Rio Tinto la décision de compenser la perte de biodiversité provoquée par sa mine d'ilménite à Fort-Dauphin, et étudie comment contribuent des ONG écologistes et des instituts botaniques comme Kew Gardens et Missouri Botanical Gardens, avec leurs immenses collections d'espèces, à 'verdir' une exploitation minière qui est en train de détruire une forêt littorale unique afin d'extraire, pendant 40 ans, la matière première nécessaire à la production de peinture blanche industrielle. L'article rapporte aussi comment perçoivent cette initiative les habitants d'un des trois endroits affectés à la compensation de la biodiversité, auxquels on n'a laissé que des dunes de sable pour cultiver leur aliment de base, le manioc.



World Rainforest
Movement

wrm@wrm.org.uy
wrm.org.uy



RE:COMMON

info@recommon.org
www.recommon.org